

*Attribution de temps*

[Traduction]

Je pense que cet argent qui doit être emprunté va être utile à la population du Canada. J'accepte volontiers mes responsabilités de ministériel qui a pris part aux décisions intervenues au fil des ans.

Le député qui m'a précédé a affirmé que nous avons tous été si préoccupés de constitution que nous n'avons jamais eu le temps de faire autre chose. Je vous dis respectueusement, monsieur le Président, ainsi qu'à tous les autres députés, que malgré la grande difficulté de la conjoncture économique actuelle—qui règne d'ailleurs dans le monde entier—il y a eu une période lumineuse dans le temps que nous avons passé ici depuis trois ans. Pour ma part, j'estime que les travaux de rédaction et d'adoption de la Constitution comptent parmi les plus importants auxquels j'ai eu part depuis que je suis au Parlement.

J'espère que le gouvernement actuel va pouvoir procéder à ces emprunts et aider les Canadiens qui en ont besoin en ce moment.

**M. Arnold Malone (Crowfoot):** Monsieur le Président, si j'interviens aujourd'hui, c'est parce que nous sommes saisis d'une motion de clôture à propos de l'emprunt de 19 milliards. Le gouvernement en est rendu à recourir à la clôture pour emprunter et pour dépenser. Le député de Welland (M. Parent), qui m'a précédé, a parlé de l'embellissement des villes, des routes touristiques à rendre encore plus jolies, des emplois créés par les programmes tel le programme d'emplois d'été. Il ne faut pas perdre de vue que 19 milliards, qu'on demande l'autorisation d'emprunter, c'est l'équivalent de la somme totale du budget national lorsque le premier ministre (M. Trudeau) a accédé au pouvoir. Pareille dette en un seul montant, c'est une dépense inexcusable qu'on impose non seulement à nous, mais aux enfants de demain. Notre avenir est endetté. Les enfants à naître supporteront une dette d'une ampleur telle qu'ils pourront difficilement y échapper. Ils vont être surchargés à l'extrême.

Le programme des travaux d'été devrait soulever l'opposition de tous les députés, nonobstant le travail utile qu'il est susceptible de faire chez eux, comme la tonte des pelouses, l'émondage des arbres, l'aménagement des terrains de golf, la peinture des cimetières, le retapage des salles. C'est du pur gaspillage. Ce qu'il faut au pays c'est un moteur, et le gouvernement a tué le moteur principal de notre économie en tuant l'industrie pétrolière.

Le gouvernement, grâce à son ancien ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et à son nouveau programme énergétique, a chassé de l'Alberta et de la Saskatchewan les tours de forage les unes après les autres. Je crois que beaucoup de gens ne savaient même pas ce que nous voulions dire quand nous parlions de déménager ailleurs un appareil de forage pétrolier. Ils s'imaginaient peut-être que c'était un camion qui partait avec un derrick. Pensez aux 16 à 20 gros poids lourds chargés de compresseurs, qui se déplacent de l'Alberta vers les États-Unis à raison de \$500,000 le voyage. Nous avons perdu la moitié de nos installations de forage, dans le court délai qui a suivi l'annonce du programme. Le gouvernement a saboté le moteur de la société.

Il a dit: «C'est en Alberta, et après? Tout le monde s'en fiche! Quelle importance si on tue l'Alberta?» Je signalerai à Votre Honneur qu'une seule usine de traitement de sables

bitumineux génère en 25 ans de production 108 milliards de dépenses directes en Ontario. Il en est de même dans le domaine de l'acier et celui du matériel de transport; le domaine de la fabrication a des retombées de ce genre, mais le gouvernement a mis un frein à tout cela. Quelle est la réaction du gouvernement? Comment pouvons-nous justifier l'emprunt de 19 milliards de dollars?

• (1640)

Le député de Welland prétend que cet emprunt permettra peut-être de fournir des fonds pour la construction d'une route touristique le long du canal Welland. Il espère que cet emprunt permettra de rendre sa ville de Welland plus attrayante. Qui s'en soucie? Le Canada doit stimuler son économie afin que tous les Canadiens puissent enjoliver leur localité de leur propre initiative et non grâce à des emprunts. A l'heure actuelle, chaque fois que nous versons un dollar à titre d'impôt, 25c. servent à acquitter les intérêts de notre dette à l'étranger. Chaque fois que nous versons quatre dollars, nous versons un dollar pour rien, simplement pour acquitter des intérêts. A quoi bon alors enjoliver nos localités? Nous devons d'abord nous occuper d'exploiter notre pays plus à fond.

A l'heure actuelle, la seule raison pour laquelle nous survivons est que les Canadiens sont instruits et ont beaucoup de ressources. Notre dette par habitant est sept fois plus élevée que celle de l'Amérique latine. Quand on songe au Mexique, au Brésil, au Venezuela—n'importe lequel des 22 pays de l'hémisphère méridional ou de l'Amérique latine y compris le Brésil, où on parle le portugais—nous ne nous trompons guère en disant que nous vivons dans une république de troisième ordre. Notre dette par habitant est sept fois plus élevée que celle de l'Amérique latine et des pays comme le Mexique, où la population est beaucoup plus nombreuse qu'au Canada, n'ont accumulé des dettes que de 80 milliards. Nous avons une dette de 140 milliards à répartir entre 24 millions d'habitants.

Nous devrions avoir honte. Nos dettes et nos emprunts s'accumulent; chaque mois, le gouvernement actuel revient nous demander une autorisation d'emprunt. Et voilà qu'il emprunte encore plus d'argent: 19 milliards, dont 14 milliards vont être dépensés au cours de la prochaine année financière pour laquelle nous n'avons pas encore de budget. Qu'est-ce qu'un budget d'abord? Un budget, c'est un programme de dépenses. Le gouvernement exige de nous, sous la contrainte de l'attribution de temps, que nous l'autorisions à emprunter 14 milliards sans avoir ni fourni de justifications aux Canadiens ni donné d'explications sur la façon dont il compte dépenser cet argent. Et il a le front de s'indigner et de nous reprocher de ralentir les travaux de la Chambre.

Monsieur le Président, savez-vous quelle est la raison d'être de la Chambre des communes? Elle existe parce qu'il y a plus de 700 ans, à l'époque de la Grande charte, les sujets d'un roi alors tout-puissant, n'ont pas apprécié qu'il veuille construire un nouveau château et leur réclame un impôt supplémentaire alors qu'ils croulaient déjà sous les impôts. Ils se sont opposés à ce projet. Ils lui ont donné le choix: soit qu'il délègue ses pouvoirs au petit peuple, soit qu'il ait la tête tranchée. En roi sage, il a opté pour la première solution. Le commun des mortels s'est donc vu investi du pouvoir; d'où le nom de Chambre des